L’UE va payer des “trolls” pour contrer l’euroscepticisme sur Internet

13/02/2013 à 15h54



Addendum :
– La réaction du FN : *“Big Brother : l’UE va-t-elle financer des patrouilles sur Internet ?”*
A l’approche des élections européennes de 2014, un article du Télégraphe britannique du 3 février dernier, et qui n’a été repris par aucun média français, révèle que le Parlement européen envisagerait de financer, à hauteur de 2 à 3 millions d’euros, des agents ou « trolls » afin de contrecarrer tout ce que des eurocritiques pourraient écrire sur Internet (sites, Twitter, Facebook, etc.). […] FN
– La réaction de Nigel Farage, député européen (UKIP)
VOSTFR (merci à Cedericoco pour la traduction)

> *“L’UE ne vaut pas mieux qu’une république bananière !”*

L’UE sort 3 millions d’euros pour payer des gens en “trolls” [officiellement des “communicants”, députés et fonctionnaires européens, NDLR] afin qu’ils disent le plus grand bien de l’Europe sur les sites et réseaux sociaux et aussi pour convaincre les gens que l’UE, etc., c’est bien.

_____

Le Parlement européen va dépenser près de £2 millions pour surveiller la presse et répertorier les débats eurosceptiques sur internet dans la période qui va précéder et pendant les élections européennes l'année prochaine pour contrer l'hostilité croissante à l'Union européenne.
Le Daily Telegraph a vu les propositions de dépenses confidentielles et des documents internes planifiant **une "attaque" [blitz dans l'article original] par propagande sans précédent** avant et pendant les élections européennes de juin 2014.
Au coeur de cette nouvelle stratégie : **des « outils de contrôle de l'opinion publique »** [littéralement, ndlr], destinés à déterminer si certains débats de nature politique ayant lieu entre participants des médias sociaux et autres blogs sont susceptibles d'attirer l'attention médiatique et publique.
Une augmentation de £1,7 million des dépenses en « analyse qualitative des médias » serait prévue, principalement tirée de budgets pré-existants. Néanmoins, £787 000 additionnels devraient être collectés l'an prochain, en dépit de la volonté affichée par l'UE de réduire ses dépenses à l'image de l'austérité mise en place aux niveaux nationaux.
« Une attention particulière doit être accordée aux pays qui ont connu une montée de l'euroscepticisme. » explicite en substance le document confidentiel.
« Les communicants des institutions parlementaires doivent être habilités à appréhender [contrôler, littéralement, ndlr] le débat et l'opinion publics, sur le terrain et en temps réel, au sein des diverses conversations sur ces médias sociaux et blogs, de décrypter les « sujets tendances » et développer la capacité d'y réagir rapidement, de manière ciblée et pertinente, de **se joindre aux conversations et les influencer**, par exemple en fournissant des faits et des chiffres déconstruisant les mythes. »
Selon ce document, *"l'actuelle crise économique et financière, conjointement à des taux de chômage élevés, en particulier chez les jeunes, ont pour conséquence une baisse de la*

confiance accordée par les citoyens aux institutions européennes… L'image de l'UE est de toute évidence en souffrance.
Afin de retourner l'impression que « l'Europe est le problème », nous devons pratiquer une communication axée sur l'idée que la réponse aux défis actuels… est « plus d'Europe », et non « moins d'Europe. »"
Lire ici le Daily Telegraph pour le croire
(merci à Cedericoco pour la traduction)
Via le blog de Pierre Jovanovic et Radio Ici et Maintenant